L'encre rouge

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Nouvelle série. N°11 février 2015

Berset remballe ton paquet ! Toutes et tous à la manifestation le samedi 7 mars !

Le projet de réforme global du premier et du deuxième pilier des retraites à la fois, le projet « Prévoyance vieillesse 2020 », élaboré par les services du conseiller fédéral « socialiste » Alain Berset entre actuellement dans la phase du débat parlementaire aux chambres fédérales. Si nous avions encore la moindre illusion sur le rôle des élus PS aux exécutifs, nous aurions pu naïvement espérer que ce paquet ficelé prévoirait enfin un petit progrès dans le sens de la réalisation du mandat constitutionnel de l'AVS : rappelons tout de même que l'article 112 de la Constitution fédérale dit que les rentes AVS doivent « couvrir les besoins vitaux de manière appropriée » et que « les rentes sont adaptées au moins à l'évolution des prix ». Avec des rentes minimales de 1'170,- et des rentes maximales de 2'440,- on est fort loin de cet objectif. Mais arrêtons là la science fiction : que la bourgeoisie mette en conformité une loi d'application avec la Constitution au détriment de ses propre intérêts égoïstes, c'est là en effet de la science fiction. Ce n'est évidemment pas du tout ce que le paquet Berset prévoit. Bien au contraire même.

Car c'est un nouveau vol des rentes que le conseiller fédéral Berset nous prépare ! Le Conseil fédéral propose ainsi de baisser drastiquement le taux de conversion du deuxième pilier, et ce alors que la dernière baisse du taux de conversion proposée il y a à peine quelques années avait été balayée par le peuple suisse par 76% des voix ! Cela suite à un référendum que le Parti Suisse du Travail avait été le premier à avoir annoncé l'intention de lancer, alors que les états-majors du PSS et de l'USS avait eu quelques vagues hésitations à le faire avant que leur base ne le leur impose. Mais de l'avis du peuple les technocrates néolibéraux n'en n'ont cure.

Quant aux rentes AVS, le Conseil fédéral veut faire des économies de un milliard de francs par an, et ce exclusivement sur le dos des femmes. Ainsi, les rentes de veuves seraient purement et simplement supprimées. Et l'âge de départ à la retraite serait augmenté à 65 ans pour toutes les femmes. Pour nous, de telles économies sont tout simplement inadmissibles. Le conseiller fédéral Berset les justifie par l'égalité entre hommes et femmes qui serait ainsi atteinte. Cette hypocrisie est stupéfiante ! Rappelons qu'en moyenne une femme touche 20% de moins qu'un homme pour le même travail. Mais cette inégalité là, et bien qu'il existe un article constitutionnel pour la prohiber, les représentants politiques de la bourgeoisie ne songent même pas à bouger le petit doigt pour la combattre ! Voyons donc, limiter un tout petit peu la sacro sainte liberté du patron libre d'engager des femmes libres à des salaires moindres que ceux d'un homme sur le marché du travail libre, vous n'y songez pas sérieusement…En ce qui nous concerne, tant que l'égalité salariale n'aura pas été atteinte dans les faits, et tant que ne seront pas développées des prestations satisfaisantes pour que les femmes puissent concilier vie de famille et travail, il est exclu ne serait-ce que d'entrer en matière sur toute élévation de l'âge de départ à la retraite des femmes ! Par ailleurs, bien que le conseiller fédéral Berset s'en défende, l'élévation de l'âge de départ de la retraite pour les femmes à 65 ans n'est pour la droite qu'une première étape, un moyen de faire sauter un verrou psychologique pour augmenter l'âge de départ à la retraite pour tous bien au-delà de 65 ans…

Contre cette intolérable régression mijotée par un conseiller fédéral « socialiste » une grande manifestation nationale est organisée à Berne le 7 mars prochain, la veille de la journée des femmes, afin de montrer la force de notre engagement contre les économies scandaleuses qui seraient faites exclusivement sur leur dos et pour une réelle égalité salariale. Le Parti Suisse du Travail tient à assurer une présence visible de ses militants sous ses propres drapeaux à cette manifestation. **Le Parti du Travail genevois donne donc rendez-vous à ses membres le 7 mars à 10h00 sur la Place des 22 cantons** (un train gratuit est organisé par les syndicats). Il importe d'être massivement présents pour manifester notre plus ferme opposition à ce nouveau vol des rentes !

Alexander Eniline

Interview d'Hélène Ecuyer, candidate au Conseil administratif de la Ville de Genève

Quel bilan peux-tu tirer de l'action du groupe « Ensemble à Gauche », et « A Gauche Toute ! » auparavant, au Conseil municipal de la Ville de Genève ces dernières années ? En quoi ce travail au Conseil municipal a-t-il fait avancer la lutte politique qui est celle du Parti du Travail ?

Rappelons que l'origine d'Ensemble à Gauche était l'Alliance de Gauche, créée en 1993 et qui était une alliance électorale entre le Parti du Travail, le mouvement Solidarités et les Indépendants. Cette alliance a permis de présenter une liste unique au Grand Conseil. C'était le début d'une alliance qui a changé de nom, accueilli en son sein de nouveaux groupes pour devenir « Ensemble à Gauche », à la gauche du Parti socialiste.

Le bilan du Groupe Ensemble à Gauche est mitigé ; en effet, depuis l'apparition du MCG et de l'UDC, l'Alternative n'est plus majoritaire et il est beaucoup plus difficile de faire passer des projets. Les alliances se font parfois au gré des propositions et l'Alternative (Ensemble à Gauche, les Socialistes et les Verts) n'est pas toujours unie…Néanmoins, pendant cette législature, nous nous sommes battus contre la vente de Naxoo à UPC Cablecom et nous avons gagné en votation populaire. Nous avons soutenu le personnel des Espace Verts dans leur demande personnel supplémentaire pour l'entretien des parcs, soutenu les différents projets permettant la réalisation de 1500 logements en 4 ans et la création de 265 places de crèches, nous avons, en soutenant la pétition des habitants des Grottes, empêché la démolition d'immeubles en optant pour un projet prévoyant une extension souterraine de la gare Cornavin, et d'autres propositions.
Le Parti du Travail s'est battu pour une meilleure qualité de vie en ville, pour tous et pas seulement pour quelques-uns. La ville doit être un lieu de vie, de travail et de loisirs où chacun trouve sa place, et profite de ses richesses culturelles, de ses musées et de ses parcs quels que soient ses moyens.

Nos élus se sont beaucoup battus pour le maintien des prestations municipales que la droite cantonale voulait forcer la Ville à supprimer. Qu'a représenté ce combat ? Comment le continuer ?

Ce combat est important et, chaque année, il faut le recommencer pour maintenir ces prestations. Si les sommes allouées ne sont pas importantes, elles permettent aux habitants et habitantes les plus démunis de la Ville de bénéficier d'un petit plus pour avoir une vie sociale, soit aller une fois au restaurant, boire un café avec des amis, ce qui paraît, aux yeux de certains, très futile, mais qui à nos yeux est très important pour les personnes qui touchent ces prestations. L'Etat menace d'en déduire le montant de l'aide cantonale. Nous continuerons à les défendre et ce n'est pas au Canton de nous en dissuader, sous prétexte qu'il y a une inégalité avec les pratiques des autres communes. Pourquoi les communes riches, telles Vandoeuvres ou Cologny ne le font pas ? En ville, les habitants sont majoritairement locataires et la vie y est souvent plus chère qu'à la campagne, le loyer grevant lourdement leur budget. Petit rappel historique : dans les années soixante, ces prestations étaient en nature et les bénéficiaires pouvaient obtenir des fruits et légumes à très bas prix dans des magasins sociaux et, en automne, il était aussi possible de se ravitailler en charbon et bois pour le chauffage. Puis, avec le temps, elles sont devenues les prestations que nous connaissons aujourd'hui.

La lutte pour le maintien de Naxoo en tant que service public a été un combat important du groupe « Ensemble à Gauche », contre la droite, le PS et les Verts, qui

voulaient tous vendre à UPC Cablecom. Nous avons gagné le référendum. Toutefois, la conseillère administrative Sandrine Salerno a cautionné le transfert des clients de Naxoo à UPC Cablecom avant même que le peuple puisse se prononcer. Où en est la situation aujourd'hui ?

La situation n'est pas simple et il y a toujours deux camps qui s'opposent. Ensemble à Gauche, seul, a déposé une résolution le 20 mai 2014 pour demander, entre autres choses, que le Conseil administratif respecte le verdict populaire du 9 février 2014 qui, à une nette majorité, s'est déclaré opposé à la vente des actions de 022 Télégenève SA à UPC Cablecom. Télégenève SA est une société qui remplit son important rôle de service public dans le paysage audiovisuel genevois en proposant des prestations de qualité à faible coût Or, avec cette vente, des emplois sont menacés et les salariés se sentent abandonnés par la Ville, qui était actionnaire majoritaire. Maintenant, il est temps de donner des orientations très claires aux responsables de l'entreprise ainsi qu'à son conseil d'administration pour que 022 Télégenève SA reste

financièrement saine, pérenne, et qu'elle continue de fournir des prestations de qualité. Cette résolution est toujours à l'ordre du jour et n'a pas encore été traitée, malgré l'urgence demandée lors de son dépôt

La droite, majoritaire au Grand Conseil, mène aujourd'hui une politique d'austérité brutale, de transfert de charges massives sur les communes et prévoit une importante baisse d'impôts pour les entreprises qui affecterait massivement les revenus des communes. Quel est l'impact de ces politiques cantonales sur la Ville de Genève ? Comment les combattre ?

Les propositions de transfert de tâches, donc de charges, du canton aux communes se fait de manière sournoise ; seuls les exécutifs cantonaux, maires, adjoints et conseillers administratifs seront consultés ; les conseillers municipaux n'auront rien à dire et seront informés au fur et à mesure de ces transferts dont voici quelques exemples, si le projet passe la rampe du Grand Conseil :

Si l'enseignement est du ressort de l'Etat, les bâtiments scolaires sont, depuis longtemps pour le primaire, à la charge des communes ; dorénavant, celles-ci devront aussi mettre à disposition et entretenir les bâtiments destinés au Cycle d'Orientation. Et comme par hasard, ces bâtiments arrivent justement à un âge où ils ont besoin d'être rénovés !

La FASe sera aussi entièrement à la charge de communes ainsi que les activités du parascolaire ; l'Etat ne participera plus financièrement à ces dépenses.

Pour contrer ces transferts de charges, il faudrait que les conseillers municipaux des communes concernées puissent s'exprimer, et voter sur chaque proposition.

Des représentants du PLR ont dernièrement exprimé dans

les médias une volonté très explicite de réduire à néant le peu d'autonomie que possèdent les communes genevoises, de leur retirer des compétences (les polices municipales seraient ainsi intégrées à la police cantonale), de les fusionner de force. Un projet de loi, actuellement traité en commission du Grand Conseil, pourrait concrétiser ce projet. Pourquoi et comment faut-il le combattre ?

Il n'est pas souhaitable qu'on en arrive là. La police cantonale, ou gendarmerie, n'a pas le même rôle que la police municipale : elle est là pour faire respecter la loi et punir les incivilités, intervenir dans des cas de petite ou grande criminalité, alors que la police municipale est une police de proximité, non armée, qui renseigne et rassure la population par sa présence dans les parcs et aux abords des écoles notamment, et dont le but est surtout de prévenir et non pas de réprimer. Pour combattre ce projet, il faut faire comprendre à la population que les problèmes d'insécurité ne se résolvent pas avec des armes !.

Quels combats prioritaires vois-tu pour nous en Ville pour la prochaine législature ?

Pour la prochaine législature, les priorités sont la création de places de crèches lors des rénovations d'immeubles ou de construction de logement dans le cadre du développement d'un quartier, la construction de logements à bon marché répondant aux besoins de la population, développer l'emploi, mettre des lieux à disposition de la population pour se réunir ou organiser des manifestations culturelles, des locaux pour les jeunes afin qu'ils puissent s'exprimer sans déranger.

Que peux-tu dire de l'action politique des anciens conseillers administratifs du Parti du Travail en Ville de Genève, Roger Dafflon et André Hediger ? Pourquoi serait-il important qu'il y ait de nouveau des magistrats issus de nos rangs ?

Roger Dafflon et André Hediger n'étaient pas des intellectuels ; tous deux sont issus de la classe ouvrière, proches des gens qu'ils côtoyaient. Ils les comprenaient et pouvaient mieux répondre à leurs attentes ; ils expliquaient, parfois longuement, que même un conseiller administratif n'a pas tous les pouvoirs mais qu'il est là pour les écouter et faire des propositions pour améliorer leur situation. Ils ont ainsi toujours défendu les statuts du personnel du Service d'Incendie et Secours, souvent menacés parce que particuliers, notamment concernant le droit à la retraite et d'autres avantages, vu la pénibilité du travail et l'irrégularité des horaires.

Mais ils ne se sont pas arrêtés là; en effet, Roger Dafflon , puis André Hediger ont développé le sport pour tous, afin que les jeunes puissent faire du foot ou du basket , ou tout autre sport, dans les locaux mis à disposition des club juniors et écoles de sport, ouverts à tous. Ce concept de sport pour tous s'est développé et a pris de l'ampleur : il y a toujours plus de sports différents et toujours plus de jeunes qui y participent. Une belle idée qui a encore de l'avenir ! Il serait important pour le Parti du Travail qu'une conseillère administrative ou un conseiller administratif relève le défi et suive leur exemple, peut-être dans un autre domaine.

Propos recueillis par Alexander Eniline

Présentation de deux candidats du Parti du Travail en Ville de Genève, par Xavier Lany :

Annick Ecuyer :

Annick Ecuyer a une formation d'informaticienne de gestion et s'est spécialisée dans l'architecture logicielle. Elle représente le Conseil Municipal de la Ville de Genève à la commission extraparlementaire de réclamation en matière de taxe professionnelle.

Militante du Parti du Travail depuis toujours, elle participe chaque année au 1er Mai dès le berceau. Elle le fait par conviction et parce qu'elle s'est toujours sentie appartenir à la classe ouvrière laissée pour compte. Elle milite également dans le milieu LGBT de par sa situation personnelle.

Ses aspirations personnelles et son vécu s'articulent dans

certaines convictions qu'elle souhaite défendre politiquement, à savoir qu'elle défend les classes défavorisées alors qu'on fait face aujourd'hui à la destruction des acquis sociaux. Elle est opposée au vote électronique et souhaite une réglementation plus stricte des sociétés et des conditions de travail. Elle soutient le revenu inconditionnel de base tel que défendu par l'initiative en attente d'être présentée en votation.

Elle s'indigne de l'isolement social qui nous entoure en marginalisant ceux considérés hors normes, le vivant avec son identité de genre et son orientation sexuelle. Elle aime se définir par trois couleurs qui résument ses convictions, le rouge pour son combat de classe, le noir comme étendard des libertés individuelles et le violet contre l'inégalité des sexes.

Son vécu particulier et la force de ses convictions font d'Annick

Ecuyer une candidate de valeur pour représenter le Parti du Travail sur la liste Ensemble à Gauche

Eduardo Galland :

Edouardo Galland est né en 1958. Il est Suisse par ses grands-parents émigrés en Uruguay, pays où il est né. Après une jeunesse heureuse dans son pays d'accueil, il est rentré en Suisse en 1979 et s'est mis immédiatement au travail dans le bâtiment et le génie civil. Après un changement de trajectoire chez Swissair pendant quelques années, il a été engagé au SIG dans le secteur du gaz où il est toujours occupé. Ses loisirs sont multiples. Ils incluent les voyages, la photographie, l'informatique ainsi que l'astronomie.

Marié il est le père d'une fille qui a aujourd'hui 28ans.

Membre du Parti depuis de nombreuses années et membre du Comité Directeur il déploie son activité par sa capacité d'organisation. Il préside l'association du Cercle du Mail. Son ambition à cette fonction est de développer encore plus les activités sociales, comme celle entreprise par le « Bol du Vieux-Billard » qui offre tous les mercredis un repas chaud à midi.

Politiquement, son combat se concentre sur la défense des services publics et contre leur privatisation, des transports publics gratuits, du travail bien rémunéré pour tous et des retraites suffisantes.

Comme candidat au Conseil municipal de la ville de Genève, il entend favoriser le dialogue entre les citoyens et les élus et

favoriser la prévention plutôt que d'armer les policiers municipaux. Sans aucun doute, vous pourrez le croiser au 25 rue du Vieux-Billard et lors de nombreux événements culturels.

Insécurité à Lancy ?

Depuis que j'ai emménagé au Grand-Lancy, aux Palettes plus précisément, j'ai souvent entendu dire que dans ce quartier les voyous faisaient la loi et que le « sentiment d'insécurité » planait autour de la cité.

Cependant, il n'en est rien. Depuis six ans que j'y vis, ma seule gêne n'a été que les sifflements stridents des tramways sur leurs rails, mais à la longue, je m'y suis habitué.

Ce « sentiment d'insécurité », c'est quoi, alors ? Est-ce l'incertitude de payer son loyer, son assurance maladie, sa nourriture, son mobile ou encore son paquet de cigarettes ? Si seulement c'était ça ! Non, c'est juste une chimère brandie par des politiciens et des médias si peu avisés qu'ils sont incapables d'informer les habitantEs sur les vrais problèmes de société qui leurs pendent au nez tels que les accords transatlantiques (TISA, TAFTA, etc...) qui auront raison de tous les services publiques du monde entier. Au lieu de cela, ils se contentent d'effrayer le chaland au moyen de faits divers sensationnels dont les auteurs sont déjà incarcérés ou abattus par la police. Cette chimère, c'est l'un des principaux outils des démagogues qui font recette en ce moment, attirant les plus naïfs avec une soi-disant « problématique de l'immigration » totalement absurde sans même pouvoir mettre un nom sur les personnes qu'ils désignent comme des « illégaux », « dealers », « criminels », « jeunes », etc... et dont certains dorment dans la rue...

La seule histoire qui, à ma connaissance, avait vraiment choqué toute la République, fût celle d'une jeune fille de 15 ans, qui en 2010, avait survécu après avoir été atteinte à la tête par le tir du pistolet d'un ex-agent de sécurité ivre qui était allé cherché son arme après avoir été sèchement éconduit par les filles d'un groupe de jeunes Lancéens.

Ce qui est intéressant dans cette histoire, c'est que selon les sondages de la police à propos du « sentiment d'insécurité », les « attroupements de jeunes » font partie des principales manifestation d'« incivilité » qui serait, auprès des personnes sondées, une des sources de leur « sentiment d'insécurité » alors que le danger est venu, dans ce cas, d'un individu qui a été un professionnel de la sécurité.

En bref, Lancy n'a pas besoin de plus de gendarmes, mais de plus d'assistants sociaux, plus d'hébergements d'urgence, plus de places de crèche, plus de loisirs, plus de débouchés pour la jeunesse...

Avec Ensemble à Gauche pour plus de justice sociale et plus de joie de vivre à Lancy.

Sébastien Ecuyer

BNS : La fin du taux plancher et ses conséquences.

Comme son mandat le permet, en toute indépendance et sans consultation, la BNS a mis fin en janvier dernier au taux plancher de 1.20 CHF pour 1 Euro qu'elle maintenait depuis septembre 2011. Cette mesure avait été prise alors que l'Euro était déjà attaqué à l'époque frisant la parité contre Franc suisse.
Le monde politique, économique et syndical avait unanimement applaudi à cette mesure.
Il existait pourtant d'autres possibilités d'interventions telles que l'introduction d'un intérêt négatif aujourd'hui en vigueur ou un contrôle des changes afin d'appliquer un cours différent par exemple pour les exportations.
Egalement, n'aurions-nous pas pu faire preuve de plus d'imagination par exemple en demandant à la BNS de mettre à disposition les francs suisses qu'elle émettait afin de mettre en œuvre une politique d'investissements d'intérêt national. L'économie dans son ensemble de même que le citoyen en auraient directement profité.
Il faut constater aujourd'hui que cette défense du Franc suisse par le rachat massif d'actifs en euro représente une perte importante que la BNS devra bien entendu assumer. Quoiqu'il advienne, il est logique de penser que la Suisse s'en trouve appauvrie notamment par l'absence de distributions futures de dividendes attendus par les cantons. Ceux-ci sont pourtant avides de ces versements pour combler les déficits budgétaires attendus.
L'enthousiasme politique incontesté qu'a rencontré l'action de la BNS ignorait que cette intervention sans limite pouvait durer plus longtemps que supposé initialement et par conséquent promise à des pertes importantes si la reprise économique européenne espérée ne venait pas.
Nous ne pouvons pas refaire l'histoire, mais il faut relever aujourd'hui que le choix d'un plancher à 1.20 était à l'évidence trop élevé. Il a servi d'oreiller de paresse à l'économie qui n'a pas eu à se préoccuper de se couvrir pour d'éventuelles pertes de change. Des marges confortables se sont maintenues, les bénéfices ont augmenté. Aucune anticipation n'a été imaginée afin d'amoindrir le choc d'un cours de change qui ne pouvait pas être maintenu éternellement. Face à cette léthargie, il n'est par conséquent pas surprenant que l'abandon du cours plancher ait été vécu comme un tsunami. Le réveil est cruel.
Aujourd'hui le monde politique suisse prend la mesure des dégâts. Ils seront considérables. Ce Franc suisse fort va pénaliser les exportations ce qui entrainera une baisse du PIB de un et demi pourcent.
L'autre tuile que tout le monde subira vient de l'application du taux d'intérêt négatif de 0.75%. L'épargne aussi modeste soit-elle court le risque de ne plus être rémunérée sans parler de l'impact que cette charge aura sur le rendement du 2ème pilier. Si l'on considère qu'un rendement brut de 4% est nécessaire pour assurer son financement, d'où viendra la différence? Les fonds de pension pour maintenir les prestations se verront contraints de spéculer avec nos avoirs faute de quoi l'avenir financier des futurs retraités ne sera pas assuré du tout sans parler du taux de conversion. Il devient dès lors impératif que la BNS assume avec sa décision d'appliquer un intérêt négatif d'assurer le financement nécessaire au maintien du rendement indispensable pour les caisses de pension.
Ce terrible état des lieux nous incite à pousser un cri d'alarme concernant la perte évidente de valeur des avoirs de tout un chacun ainsi que la pérennité des assurances sociales.
A cela, ajoutons le risque d'inflation que ne manquera pas de provoquer l'action de la BNS et la perte évidente du pouvoir d'achat qui en découle. Il faut en effet savoir que l'achat d'actifs en Euro s'est fait en faisant fonctionner la planche à billet action qui entraine immanquablement de l'inflation.
Au citoyen de se réveiller de sa léthargie et de mettre enfin les politiques devant leurs responsabilités face à un démantèlement certain d'acquis essentiels.

Xavier Lany

Café politique

La BNS est-elle au bénéfice de la population ou de la finance internationale ?

Le Vendredi 6 mars 2015
A 19h30
A la salle du Cercle du Mail
25 Rue du Vieux-Billard
1205 Genève

Avec Martin Schwartz, juriste et vice-secrétaire du Parti du Travail, Alain Lany, auditeur financier international, et Xavier Lany, chef d'entreprise et trésorier du Parti du Travail
Débat public, venez nombreux !

Lutte des classes et intersectionnalité

La libération des classes laborieuses ne demande pas seulement de briser la domination du capital. Si beaucoup de nos maux sont directement liés à l'exploitation du travail, nous ne sommes pas égaux dans nos discriminations. La notion d'oppressions multiples se retrouve déjà dans les écrits de Marx et d'Engels, comme conséquences du capitalisme, tout comme elle est présente dans le féminisme dès le 19ème siècle, mais c'est vraiment le *Black feminism* des femmes noires américaines qui a permis de prendre en compte la diversité des discriminations et leurs interactions. Les femmes immigrées et racisées, souvent pauvres, ne se retrouvaient pas dans les discours théoriques de féministes embourgeoisées qui prônaient des formes de luttes et des revendications souvent éloignées de leur réalité quotidienne.

L'intersectionnalité désigne l'étude des intersections entre les formes et les systèmes d'oppression. En particulier, le féminisme intersectionnel part de l'analyse que la libération des femmes ne peut pas se faire tant que la majorité des femmes sont victimes d'autres discriminations que le sexisme, et que ces discriminations ne sont pas séparables de leur condition de femme mais interagissent avec elle. Il n'y a plus universalité de la condition féminine, mais diversité de celle-ci. On peut être femme, certes, mais on le vit différemment que l'on soit immigrée, homosexuelle, salariée, chômeuse, handicapée, jeune, âgée, etc.

La notion de *privilège* est importante ici. Un privilège, dans ce contexte, n'est pas nécessairement quelque chose que quelqu'un ne devrait pas avoir, mais un avantage qui marque une différence par rapport à une classe discriminée. Le droit de se marier est un privilège qui est refusé aux couples de même sexe, et accordé de façon limitée aux personnes immigrées. Avoir un travail salarié est un privilège par rapport à être au chômage, mais être cadre donne des privilèges par rapport à être employé. La primauté sur l'espace public est un privilège masculin. Beaucoup d'activités sont des privilèges réservés aux personnes valides. Aussi important, par ces discriminations croisées, il est parfaitement possible d'être simultanément dans une ou plusieurs classes dominantes, avec leur lot de privilèges, et une ou plusieurs classes discriminées.

Le *féminisme marxiste*, qui traite en particulier l'intersection entre les discriminations économiques et sexistes, définit les classes productive (travail salarié) et reproductive (ce qui tourne autour du couple, comme les enfants, l'entretien du ménage commun). Le capitalisme utilise cette division du travail entre les sexes à son avantage, et s'en accommode très bien, poussant le modèle patriarcal à l'extrême dans la guerre lorsqu'il répartit les rôles entre les forces combattantes et le renouvellement de ces forces.

Si le concept de *patriarcat* n'est pas abandonné par le *féminisme intersectionnel* et garde son utilité analytique, il est renforcé par un modèle plus général, la *kyriarchie* (du grec *kyrios* – le seigneur, le maître – et *archo* – diriger, gouverner) qui représente cette pyramide des pouvoirs, avec à son sommet l'homme hétérosexuel, blanc, bourgeois, valide et pratiquant la religion dominante.

Les partis de gauche, en particulier les partis communistes, appliquent déjà une approche intersectionnelle implicite lorsqu'ils luttent pour la décolonisation, pour les petits paysans, pour les personnes handicapées, les plus jeunes et les plus âgés, contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, et la transphobie. Ces luttes peuvent sembler secondaires, mais elles font face à une même structure de pouvoir, et ne peuvent pas se contenter de simples aménagements pour aboutir. La puissance du capitalisme repose sur la colonisation des peuples et l'appropriation des ressources naturelles, via les guerres, les assassinats ciblés, les accords forcés, il repose sur la division sexuelle du travail, entretenue par les médias et l'éducation, il repose sur l'exploitation des salariées et des salariés, mis sous pression par un chômage toujours bien présent. Pour l'essentiel, la place de chacune et chacun dans la kyriarchie est attribué à la naissance. Le système s'assure de la collaboration active et passive de tout le monde, car tout le monde a des privilèges à perdre, aussi petits soient-ils.

Alors que faire ? Comment s'opposer au capitalisme, si tout le monde participe à la kyriarchie ? En étant déjà conscientes et conscients de notre propre position, et en écoutant et en soutenant les autres groupes discriminés. L'important n'est pas de savoir qui est dans la pire situation, par exemple entre la personne au chômage, la salariée sous-payée, et l'immigrée clandestine, mais de s'entraider, tout en identifiant et en prenant en compte nos privilèges pour ne pas prétériter nos luttes. La force du système est également sa faiblesse, et les luttes intersectionnelles sont d'autant efficaces qu'elles brisent l'isolement des groupes dominés, car des luttes communes sont possibles et nécessaires ! On a vu tout récemment des liens de solidarité se créer entre les manifestants de Ferguson et les Palestiniens en lutte, et le film britannique *Pride*, sorti en 2014, illustre avec justesse le soutien réciproque en 1984 entre les mineurs grévistes du Pays de Galles et les activistes lesbiennes et gays.

Annick Ecuyer

Du mauvais usage de la notion d' « économie sociale de marché »

S'il existe une notion que l'idéologie bourgeoise contemporaine affectionne tout particulièrement, c'est celle d' « économie sociale de marché ». Dès la première année de Collège, en cours d'introduction à l'économie, on met dans la tête des élèves que la Suisse seraient une « économie sociale de marché », et donc le meilleur système possible, le compromis parfait. Dans tous les pays d'Europe, éditorialistes, politiciens et universitaires à la solde du système chantent la même rengaine. L' « économie sociale de marché » figure dans le traité de Lisbonne comme un objectif à atteindre par l'UE. Des partis de droite, et depuis quelques temps des partis sociaux-démocrates, inscrivent l'objectif d'une « économie sociale de marché » dans leur programme.

Pourquoi un tel consensus autour de cette notion ? Et puis, est-il seulement vrai qu'en Suisse règne une « économie sociale de marché » ? Que ce soit l'objectif recherché par la construction européenne ? Les propagandistes bourgeois sont-ils un tant soit peu sincères lorsqu'ils le disent ? En réalité, pour une fois ils disent la vérité…et mentent sur toute la ligne par la même occasion. Comment est-ce possible ? C'est que, si on emploie le syntagme « économie sociale de marché » en son sens propre, il est absolument exact de dire que c'est le système économique dominant, à quelques détails près, en Suisse et en Europe. Simplement, « économie sociale de marché » veut dire tout autre chose que ce que l'on croit.

Si la propagande bourgeoise aime tellement employer cette notion, c'est à cause des connotations que le mot « social » fait naître dans l'esprit des gens. On imagine qu'il s'agit d'une sorte de compromis entre socialisme et capitalisme, d'un mélange judicieux d'éléments provenant des deux systèmes pour reprendre les avantages de chacun sans ses inconvénients, d'une économie de marché dont les effets néfastes sont corrigées par l'existence d'un Etat social, d'un compromis social-démocrate en somme. Or ce n'est pas du tout cela le sens de « social » dans « économie sociale de marché ».

En réalité – Cédric Durand le montre dans la préface de l'excellent ouvrage ***En finir avec l'Europe***, paru aux éditions La Fabrique en 2013 – la notion d' « économie sociale de marché » vient des travaux de l'économiste ordolibéral allemand Alfred Müller-Armack, qui participa au nom de l'Allemagne à certaines négociations à l'origine de la construction européenne. L'ordolibéralisme est ce courant du libéralisme apparu en Allemagne dans les années 1930, et dont l'idée clé est que l'intervention de l'Etat est indispensable pour mettre en place une économie de marché libérale et une concurrence libre et non-faussée, et par la suite prendre des mesures visant à ce que l'économie reste libérale et concurrentielle, soit empêcher l'émergence de monopoles qui finiraient par tuer la concurrence.

Aussi, il n'est guère surprenant que dans les travaux de Müller-Armack, le terme de « social » n'ait aucun rapport avec l' « Etat social » tel que nous pouvons le concevoir. « Social » ici doit se comprendre en un double sens. Premièrement, le caractère socialement construit, imposé par des mesures politiques, de l'économie libérale et concurrentielle, qui n'est pas un ordre naturel et spontané, comme le conçoivent des courants concurrents du libéralisme. Deuxièmement, « social » renvoie aux avantages supposés que toute la société est sensée retirer d'une concurrence libre et non-faussée. Cette pensée est absolument antinomique, on le voit, de l'idée même d'Etat social : l'Etat, pour les ordolibéraux, doit intervenir le moins possible pour assurer même un peu de redistribution des revenus, puisque cela fausserait le libre jeu du marché et de la concurrence, alors que son but est précisément d'imposer le libéralisme à perpétuité. Dans « économie sociale de marché », en fait, « social » signifie exactement « antisocial ».
Et dans ce sens là, c'est à dire au sens d'imposer le libéralisme par la force de l'intervention étatique, c'est exactement ce que fait l'UE. Cela n'est du reste pas surprenant, puisque c'est Müller-Armack en personne qui y a amené l'idée d' « économie sociale de marché » au sens où lui la comprenait. La seule différence étant que la distorsion de la concurrence par les monopoles prend bien plus de place que ce qui était prévu par la théorie ordolibérale. Mais les néolibéraux n'accordent en fait que peu d'importance à cette contradiction entre leurs théories et la réalité de leurs politiques. A peu de choses près, c'est aussi le programme du PLR, de l'UDC et du PDC.

Du reste, le syntagme « économie sociale de marché » aurait difficilement pu avoir un autre sens et rester consistant. Car une économie de marché, pour le dire clairement une économie capitaliste, est antisociale de par son essence même, puisque sa loi fondamentale est toujours et nécessairement la recherche du profit maximum à tout prix. Quoi qu'il en soit, cela illustre bien ce que valent tous les bricolages réformistes, à quoi se réduisent toutes les théories bourgeoises prétendant que le capitalisme peut être amendé de l'intérieur dans un sens plus social. Le capitalisme, qu'il soit néolibéral ou régulé, ne peut pas être autre chose que ce qu'il est, et ne peut pas par conséquent, même dans un scénario de science-fiction, être social. Et tous ceux qui désirent réellement changer cette société doivent se battre pour la seule alternative qui soit au capitalisme, c'est-à-dire pour le socialisme, et ne pas perdre leur temps avec des modèles qui se disent hybrides et qui se réduisent toujours au capitalisme tel qu'il est au final.

Alexander Eniline

Pierre Rumo

Pierre Rumo nous a quittés lundi soir, 16 février 2015 à l'âge de 61 ans. Il a toujours vécu dans le quartier de Plainpalais, quartier populaire, où sa maman, Arlette Rumo tenait une épicerie. Lorsqu'il est arrivé au Parti du Travail en 1989, il avait déjà passé trois ans au Parti Socialiste où il a débuté en politique. Avocat, il a toujours défendu et aidé les petites gens, les étrangers qui avaient des problèmes avec l'administration, et qui, souvent, n'avaient pas les moyens de le payer. Pierre était aussi formateur et donnait des cours pour aider les candidats à la naturalisation genevoise dans leurs démarches et qu'ils puissent répondre aux exigences de l'Etat et connaissent la Suisse et Genève mieux qu'un natif de notre canton.

Elu au Conseil Municipal de la Ville de Genève en 1991 pour le Parti du Travail, il y a siégé après une brève interruption de 1999 jusqu'en 2003 ; il y est revenu et ne l'a plus quitté, Pierre a, par ses connaissances juridiques, aidé à débrouiller des situations peu claires notamment à la commission du règlement. Il a également siégé à la commission des Sports et de la sécurité à celle des naturalisations et à celle de l'aménagement. Au Conseil municipal, il était plutôt discret et il m'est arrivé de lui reprocher de ne pas « taper du poing sur la table » lorsqu'il prenait la parole; il était souvent trop gentil, trop poli dans ses interventions. Par contre, au moment des questions orales en début de séance, les magistrats étaient inquiets ; en effet, Pierre Rumo leur réservait toujours des questions inspirées par la presse du jour et qui commençaient infailliblement par : « J'ai lu dans le Matin de ce matin que,,,»…ou par « J'ai vu dans la presse l'autre jour que… et je demande Conseil administratif de m'expliquer la raison de cette situation ». Souvent, le conseiller administratif concerné devait avouer qu'il était dans l'impossibilité de donner une réponse immédiate.

Pierre s'intéressait à la vie culturelle de Genève et se rendait au Grand Théâtre ou aux concerts du Victoria Hall, lorsque ses activités de conseiller municipal le lui permettaient. Il y a un peu plus d'une année, nous avons appris qu'il était malade, d'une maladie sournoise mais Pierre s'accrochait. Les affaires publiques, la politique, c'est ce qui l'a fait vivre dans ces moments où la maladie reprenait le dessus. Avec lui, le Parti a perdu un homme de valeur, et nous, un bon camarade

J'ai une pensée pour sa maman, que j'ai toujours vue à ses côtés et qui l'a toujours soutenu, tout au long de sa carrière politique et pendant sa longue maladie.

Louise Balmat, dite Toutoune

Louise Balmat nous a quittés le 15 février 2015, à l'âge de 93 ans. Louise, ou plutôt Toutoune, comme tout le monde l'appelait, avait travaillé chez Beyeler à Genève fabrique de cadrans de montres décorés ; elle avait longtemps gardé le contact avec ses collègues de travail et, très souvent, le dimanche, elles allaient entre copines faire un tour en bus dans la campagne genevoise et manger quelque part. Elle a vu ses copines partir l'une après l'autre et ces balades ont pris fin lorsqu'elle s'est retrouvée toute seule. Elle a aussi gagné sa vie comme aide-ménagère ; mais Toutoune était avant tout une militante. Elle était toujours là lorsqu'il fallait prêter main forte pour une mise sous enveloppes ou pour tenir le bar du thé dansant de l'AVIVO.

A Carouge, où elle a siégé au Conseil Municipal, elle était connue pour sa gentillesse et sa disponibilité pour remplir les feuilles d'impôts des uns, et toujours à l'écoute des problèmes de chacun. S'il le fallait, elle protestait de manière énergique contre les injustices auprès des autorités compétentes pour défendre les plus démunis. Active au Parti du Travail dès le début, elle s'est retrouvée en prison pour avoir distribué l'Etincelle, journal clandestin qui parut à Genève entre 1940 et 1944, alors qu'elle était enceinte de sa fille Arlette. Fidèle au Parti et à sa presse, elle était abonnée au Travail, puis dès 1944, à la Voix Ouvrière qu'elle allait vendre le samedi dans les bistrots. Mais elle était aussi là lors des rendez-vous importants de la vie du Parti du Travail, le 1er Mai et lors de nos Kermesses Populaires. Elle y tenait, avec d'autres, le stand de la section de Carouge, où était servie une excellente fondue. Elle a même été jusqu'à Paris, à la Fête de l'Humanité, où le Parti avait un stand de raclette, animé par notre orchestre « Pain et Fromage» dans lequel sa fille Arlette jouait de l'accordéon.

Le souvenir que je garderai de Toutoune sera celui d'une femme souriante, combative et dévouée…et au cœur grand comme ça !

La jeunesse contre Torracinta et la droite : retour sur la lutte de l'AJE

Le 29 janvier eut lieu à Genève une importante manifestation unitaire, organisée avec le soutien du Parti du Travail, contre les politiques d'austérité imposées par la majorité de droite du Grand Conseil et pour la défense du service public. Dans le cadre du cortège, une place importante et remarquée était tenue par près de mille étudiant-e-s du postobligatoire, mobilisés contre la réforme du collège mise en place de façon particulièrement peu démocratique par la conseillère d'Etat Anne-Emery Torracinta, pourtant encartée au PS, et contre les coupes budgétaires dans le DIP voulues par la droite. Cette importante mobilisation de la jeunesse de notre canton était organisée par l'Association des Jeunes Engagés (AJE). Le Parti du Travail a décidé de donner la parole dans les colonnes de son journal au président de l'AJE, **Gabriel Millan**, actuellement collégien à Rousseau, en plus de plusieurs autres engagements associatifs et citoyens.

La première chose à dire c'est que l'AJE n'a pas été créée de toutes pièces pour contrer la réforme Torracinta ni n'est active sur ce seul objet, puisqu'elle a été fondée en décembre 2013 déjà, pour s'opposer à d'importantes coupes budgétaires prévues alors par la Ville de Genève qui auraient tout particulièrement touché les jeunes, mais aussi avec l'objectif d'en faire un mouvement plus global, un syndicat défendant tous les jeunes, pas seulement les étudiants du postobligatoire, mais aussi les jeunes travailleurs, ainsi que les jeunes sans activité professionnelle, et qui les défende sur leur lieu de travail ou d'étude, et qui lutte pour qu'existent des lieux culturels et de vie pour les jeunes. Un premier rassemblement organisé devant le Collège Rousseau avait réuni une dizaine de collégiens. L'AJE avait par la suite fonctionné avec des hauts et des bas, peu de membres actifs permanents et des coupures parfois longues entre activités.

Durant les vacances d'été 2014, les responsables de l'AJE avaient élaboré tout un planning pour réorganiser l'association dès la rentrée…qu'ils ont dû drastiquement remanier à la rentrée une fois qu'ils eurent appris le contenu de la réforme, profondément scandaleuse, du postobligatoire voulu par la conseillère d'Etat Torracinta. Rappelons en effet qu'elle prévoit de durcir encore le Collège, déjà assez difficile en l'état, sous le prétexte hypocrite d'éviter les mauvais choix en matière d'orientation à la sortie du Cycle d'Orientation, mais en réalité avec le seul et unique but de faire des économies sur le dos des élèves et essayant d'en réorienter le plus possible vers les ECG et les écoles de commerce, ce qui coûterait moins cher à l'Etat. Or il se fait que les classes de ces écoles sont actuellement surchargées bien au delà des normes légales et ne pourraient dans la plupart des cas accueillir des nouveaux élèves en cours d'année…

Face à cette réforme, l'AJE a lancé une pétition, qui a recueilli de l'ordre de 2'300 signatures, organisé un rassemblement auquel se sont rendues près de 100 personnes, et enfin une manifestation en octobre partant de l'île Rousseau et arrivant au DIP pour remettre les signatures de la pétition, toutes démarches que le Parti du Travail avait soutenues. Toutes ces mobilisations ont beaucoup fait grandir l'AJE. Une rencontre avec Anne-Emery Torracinta eut lieu après la manifestation, mais elle refusa de négocier sur quoi que ce soit. Du reste, l'AJE a dû faire face à une arrogance sans borne de la part du DIP et de sa conseillère d'Etat de tutelle,

inacceptable dans une démocratie et particulièrement indigne d'une élue « socialiste » : refus de toute négociation sur quoi que ce soit, réponses arrivant de plus en plus tard et avec à chaque fois le même argumentaire à côté de la plaque et qui pourtant avait déjà été démonté plusieurs fois.

Avec les coupes budgétaires massives, notamment dans le DIP, votées par la majorité de droite du Grand Conseil en décembre 2014, la mobilisation prit une nouvelle dimension. C'était la concrétisation de ce que l'AJE avait prévu : la réforme Torracinta n'était qu'une première coupe budgétaire cachée, suivie désormais par d'autres, cette fois déclarées. La décision fut prise d'organiser une grève étudiante en même temps que la grève de la fonction publique pour lutter contre ces coupes budgétaires. Des assemblées étudiantes furent organisées dans une dizaine d'établissements, avec à l'ordre du jour le choix de participer à la grève ou rien. Au final, la grève du 29 janvier réunit un millier d'étudiants provenant de plus de dix établissements. A propos, un préavis de grève fut envoyé au DIP dix jours à

l'avance avec l'espoir d'ouvrir ainsi les négociations. La réponse de la conseillère d'Etat Torracinta fut digne du pire des patrons : aucune ouverture, aucune volonté de négocier, seulement des menaces de sanction (absences non-justifiées en cas de participation à la grève, note de 1 en cas d'épreuve manquée). Une magistrate « socialiste » aurait difficilement pu tomber plus bas…

Grâce à la grève du 29 janvier, l'AJE a gagné encore plus de membres, au point que les Assemblées générales, régulières, qui rassemblent à chaque fois beaucoup de monde et donnent lieu à de longs et intéressants débats, sont devenues compliquées à gérer du fait du nombre important de participants. Au point que l'AJE en songe à modifier ses statuts afin de se doter de sections par établissement et de fonctionner en Assemblées de délégués. Pour ce qui est de la suite, une nouvelle demande de négociation a été envoyée au DIP suite à la grève, pour l'instant restée sans réponse. Une Assemblée générale décidera des mesures à prendre selon quelle aura été la réponse et s'il y en aura eu une.

L'AJE se veut totalement indépendante des partis politiques et surtout des institutions étatiques. Elle tient à cette indépendance politique afin de pouvoir défendre tous les jeunes quelles que puissent être leurs convictions politiques par ailleurs. Cela n'empêche pas que plusieurs membres du comité militent dans des organisations de gauche. C'est du reste très logique. On imagine en effet mal des jeunes de droite animer un mouvement de lutte, à moins d'un scénario de science-fiction. Mais la différence est très bien faite entre travail syndical et politique. Ses seuls revenus proviennent des cotisations des membres, en plus de quelques dons ponctuels. C'est peu, les cotisations étant fixées en fonction du peu que les jeunes peuvent mettre de leur poche, mais c'est le prix à payer pour l'indépendance, pour continuer à rester un syndicat de lutte, de ne pas tomber au niveau de syndicat « officiel », succursale de l'administration d'Etat. L'exemple de la soupô, officiellement syndicat des collégiens depuis un certain nombre d'années, est particulièrement parlant. Devenue totalement dépendante du DIP pour son financement et ses locaux, la soupô n'était en réalité guère plus qu'un comité d'organisation du cortège de l'Escalade (c'est du moins le souvenir qu'avait gardé de ses relativement récentes années de Collège l'auteur de ces lignes). Or elle s'était réveillée l'année passée…pour militer contre la grève ! Certains de ses responsables ont même soutenu ouvertement l'idée que le collège doit être élitiste : drôle d'attitude pour des « syndicalistes »…

Mais l'essentiel n'est pas là. Pour Gabriel Millan, le plus grand succès de l'AJE est d'avoir permis un investissement militant très fort de nombreux jeunes. Des jeunes encore plus nombreux savent désormais que s'ils constatent une injustice à leur égard, ils peuvent s'adresser à leur syndicat, alors qu'ils n'avaient pas la conscience de pouvoir lutter pour leurs droits auparavant. Ainsi qu'il le dit : « Même si au final la lutte contre la réforme Torracinta échoue, cette conscientisation est déjà une victoire. Il se passe vraiment un truc chez les jeunes. Ce n'est pas l'AJE qui a créé la colère chez les jeunes. Il existait déjà en quelque sorte à la fois un briquet et une matière inflammable. Il y avait déjà une volonté de se battre que l'AJE a concrétisée. Ce n'est pas un mouvement qui sort de nulle part. il y avait déjà une volonté revendicatrice, une base politique. Il manquait juste quelques leaders pour organiser tout ça ».

Le Parti du Travail doit continuer à soutenir la lutte de l'AJE avec encore plus de détermination. Cette nouvelle volonté de la jeunesse de ce canton à lutter pour ses droits, cette capacité nouvelle à s'organiser pour cela, est un événement d'une importance qui ne doit pas être sous-estimée. Elle montre de façon éclatante que les années de plomb du consensus néolibéral, de la résignation, de l'individualisme et de la réaction sur toute la ligne touchent à leur fin. Les peuples commencent aujourd'hui à se soulever de plus en plus contre un ordre capitaliste oppressif qui ne peut plus durer. Il revient à la jeunesse une place majeure dans ce combat. Ainsi que le disait Salvador Allende : « Etre jeune et ne pas être révolutionnaire est une contradiction presque biologique ». Quant au rôle de la conseillère d'Etat Torracinta, il ne fait qu'illustrer de façon particulièrement flagrante la faillite totale de la social-démocratie, qui apparaît sous un jour encore plus brutal aujourd'hui que le gouvernement « socialiste » français utilise une astuce particulièrement antidémocratique, l'article 49-3, pour faire passer la loi Macron, ce retour au non-droit du travail qui fut en vigueur durant le capitalisme le plus sauvage du XIXème siècle, et que le Pasok grec se trouve justement laminé du fait d'avoir trop trahi. Si elle vivait en Grèce, Anne-Emery Torracinta aurait eu toute sa place à la direction du Pasok. De cette social-démocratie faillie, il n'y a jamais rien eu à attendre. Il y en a encore moins à attendre aujourd'hui. C'est à nous qu'il revient plus que jamais de donner aux luttes d'aujourd'hui la perspective politique d'une autre société qui seule peut réellement satisfaire leurs revendications.

Alexander Eniline

L'Empire euro-austéritaire s'est-il brisé sur les pierres de l'Acropole ?

Cela fait un mois à ce jour, un mois depuis les législatives du 25 janvier 2015, que la Grèce est dirigée par un gouvernement, avec **Alexis Tsipras** pour premier ministre, tenu très largement par Syriza (*Coalition de la gauche radicale*), parti membre de la gauche européenne (PGE), dont fait également partie le Parti Suisse du Travail. A l'origine coalition électorale rassemblant le *Synaspismos*, scission eurocommuniste du Parti communiste de Grèce (KKE), plusieurs organisations trotskistes, maoïstes, écologistes, et – c'est plus problématique – des transfuges de dernière minute du Pasok, dont quelques anciens ministres, Syriza est devenue un parti peu avant ces élections pour pouvoir bénéficier du bonus de 50 sièges offert au parti qui remporte la majorité relative des voix. Si Syriza a gagné les élections, c'est en réussissant à incarner aux yeux des larges masses populaires grecques une alternative crédible aux politiques d'austérité brutales, inhumaines et désastreuses pour le peuple grec, et ruineuses et absurdes d'un point de vue macro-économique (elles ont effet plongé l'économie grecque dans une récession durable, ainsi que fait exploser une dette publique qu'elles étaient pourtant censées juguler), imposées par les technocrates néolibéraux non-élus de Bruxelles et par Mme Merkel, et appliquées avec un zèle cynique par ND et Pasok, les deux partis qui se sont partagés la totalité du pouvoir depuis la chute de la dictature des colonels, et qui se retrouvent laminés avec à peine 30% des voix à eux deux, eux qui atteignaient presque les 80% il y a peu.

Un programme radical et réaliste à la fois, ou pas ?

Syriza avait donc gagné les élections avec le programme de mettre fin aux désastreuses politiques d'austérité, de rompre avec la tyrannie de la troïka, de déchirer les scandaleux Memoranda, de rétablir les prestations sociales et les droits des travailleurs supprimés par les gouvernements austéritaires, d'annuler les privatisations frauduleuses, de renationaliser les services publics indispensables, de créer un pôle bancaire public, d'obtenir l'annulation de la dette « illégitime » (en fait, la quasi-totalité de la dette selon les calculs des économistes de Syriza), une relance de type keynésien de l'économie grecque, ainsi qu'au niveau européen renverser les rapports de force dominants pour en finir avec les politiques d'austérité et impulser une nouvelle dynamique en faveur des peuples. Ce n'est certainement pas un programme de révolution socialiste. Mais il serait très peu marxiste de juger un programme dans l'abstrait, d'un point de vue strictement doctrinal, abstraction faite des conditions concrètes dans lesquelles il est censé être appliqué. Or le programme de Syriza, s'il était intégralement appliqué, apporterait une formidable rupture avec le despotisme néolibéral des technocrates de l'UE et de l'apparente fatalité de l'austérité à perpétuité, ferait voler en éclat le TINA (« There is no alternative ») de Thatcher, et pourrait ouvrir la porte à des transformations révolutionnaires dans toute l'Europe.

Toutefois, en est-il bien ainsi ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas du tout l'avis du Parti communiste de Grèce (KKE), qui a également progressé lors du dernier scrutin, sans atteindre toutefois ses scores de presque 10% d'avant la crise, mais qui n'a en revanche rien perdu de son implantation locale, dans les syndicats et les mouvements de masse, et dont le rôle est indispensable dans les luttes. Le KKE a catégoriquement refusé toute alliance avec Syriza, comme tout soutien au gouvernement – c'est pour cela du reste que Syriza s'est choisi comme allié de circonstance le parti de droite souverainiste, anti-austérité et anti-UE des Grecs Indépendants (ANEL) afin d'obtenir les deux voix qui leur manquaient pour avoir la majorité absolue à la Vouli – jugeant que Syriza ne serait guère plus qu'une « force de réserve du capitalisme » , une « nouvelle social-démocratie », dont le peuple grec n'aurait à rien de bon attendre car, ne voulant pas à appliquer une politique révolutionnaire, qui seule peut apporter un véritable changement, Syriza appliquerait forcément une politique réformiste, et donc en faveur des monopoles, et contre les intérêts des classes populaires. On a beaucoup critiqué le KKE pour cette position intransigeante, que d'aucuns ont qualifié de « sectaire », sans souvent chercher à en comprendre les raisons. Or, que cette position soit juste ou fausse, il faut admettre qu'elle n'en repose pas moins sur des arguments dont certains ne sont pas dénués de pertinence.

Le principal point faible du discours de Syriza, sa principale contradiction, la principale contradiction objective à laquelle se heurte immédiatement toute tentative de l'appliquer, c'est que certes Syriza veut rompre avec l'austérité et ses effets catastrophiques et retrouver pour la Grèce la souveraineté nationale et populaire nécessaire pour mener une autre politique, mais sans pour autant quitter ni l'UE, qui a imposé ces politiques, ni l'Euro. Or, l'UE n'est en rien une structure de coopération, mais une véritable machine technocratique et profondément anti-démocratique, visant à imposer le néolibéralisme et le libre-échange aux peuples contre leur gré. L'Euro, également, est clairement surévalué par rapport aux besoins de l'économie grecque. Et, plus grave, c'est le fait de ne pas pouvoir émettre sa propre monnaie, de dépendre du bon vouloir des technocrates de la BCE au service exclusif du capital financier qui fait de la dette grecque un problème insoluble, qui empêche l'Etat grec de dévaluer sa monnaie pour réduire ainsi sa dette, ou l'annuler unilatéralement. Il est donc clair que le choix est à la fois simple et exclusif : soit accepter de rester dans la nouvelle prison des peuples qu'est l'UE, et pour cela se plier à toutes ses conditions, soit rompre définitivement avec l'UE et l'Euro pour pouvoir mener une autre politique. Or Syriza ne veut procéder à aucune rupture unilatérale, mais semble croire en la possibilité de renégocier à la fois l'austérité et la dette avec l'UE, ainsi qu'à transformer celle-ci de l'intérieur en une changeant complétement les rapports de force. Il est pourtant clair que l'UE n'acceptera de rien renégocier, et qu'un gouvernement Syriza, qui se refuse au choix de la rupture, n'aura d'autre choix que de continuer à appliquer l'austérité sous une forme ou sous une autre. La démonstration se veut irréfutable. L'est-elle réellement ? En tant que marxistes, nous savons que c'est la pratique qui est le critère de la vérité. Aussi allons nous regarder la pratique gouvernementale de Syriza, au pouvoir depuis un mois déjà.

Pour un premier bilan provisoire

Il est très difficile de porter un jugement à peu près définitif sur l'action d'un gouvernement au pouvoir depuis seulement un mois. Toutefois, s'il n'approche même pas le bilan du Parti bolchevik en à peine quelques jours après la Révolution d'octobre, celui de Syriza n'a rien en commun avec celui d'un parti social-démocrate. Dès les toutes premières heures, le gouvernement a multiplié les déclarations et mesures positives. Il a annoncé qu'il ne signera jamais le TTIP, l'arrêt de la privatisation du port du Pirée, la réintégration de milliers de fonctionnaires illégalement licenciés, la mise à l'étude du rétablissement du droit du travail et d'un salaire minimum à 751 euros pars mois, la réouverture de la télévision publique fermée par le gouvernement précédent, un plan d'annulation des dettes des ménages les plus pauvres, la naturalisation automatique des immigrés nés sur sol grec, l'arrêt de la politique xénophobe et répressive contre les migrants, l'interdiction faite à la police d'utiliser le gaz lacrymogène pour disperser des manifestations. Le ministre des finances, Yannis Varoufakis a déclaré qu'il refusait de reconnaître la troïka ni continuer à subir son joug, et qu'il voulait tout renégocier, directement avec l'UE. La Vouli a institué une commission parlementaire chargée d'étudier un moyen de faire payer à l'Allemagne les réparations pour la Deuxième Guerre mondiale. Tous les responsables de Syriza ont été très fermes dans leurs déclarations : le programme de Syriza sera appliqué dans son intégralité, la Grèce a le droit de reconquérir sa souveraineté nationale et démocratique, des mesures sociales doivent être prises d'urgence pour faire face à la terrible crise humanitaire, et c'est à l'UE de prendre acte du choix démocratique du peuple grec. C'était du moins une façon d'ouvrir les négociations côté grec…

L'UE quant à elle a réagi avec toute l'arrogance que l'on attendait, voire au delà. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne et spécialiste international incontesté ès évasion fiscale a déclaré qu'il « n'y a pas de choix démocratique possible contre les traités européens ». Les responsables européens ont multiplié les déclaration dignes des baillis impériaux qu'ils sont : en substance, il n'y a rien à négocier, la Grèce n'a qu'à se mettre à genoux devant ses vrais maîtres, et continuer à affamer son propre peuple pour continuer à payer aux banquiers leurs intérêts d'usuriers. La BCE a pratiquement coupé l'accès au financement des banques grecques, provoquant un retrait aux guichets catastrophique, dans le but évident de forcer la main au gouvernement grec. C'est pourtant bien ce à quoi il fallait s'y attendre : l'UE n'est pas une démocratie, mais une dictature néolibérale, et jamais elle ne laissera un peuple rompre les chaînes du néolibéralisme, à moins que ce dernier ne rompe d'abord avec elle…

Trahison ou façon de gagner du temps ?

Après quelques péripéties, un accord provisoire fut finalement signé entre la Grèce et l'Eurogroupe le vendredi 20 février et qui stipule que si la Grèce n'aura plus à subir les réformes imposées par la troïka, elle devra en revanche présenter son propre plan de réformes structurelles, qui, s'il est approuvé par les « institution » (en fait, la troïka sous un autre nom), lui donnera l'accès à une nouvelle tranche d'aide européenne, nécessaire pour la maintenir à flot jusqu'au mois de juin. Un nouvel accord devra

alors de nouveau être trouvé. Cette liste de réformes a été transmise. Elle prévoit principalement de résoudre la crise des recettes de l'Etat plutôt que de couper absurdement dans les dépenses : lutte contre l'évasion fiscale (qui atteint des niveaux abyssaux en Grèce), contre les privilèges fiscaux des riches et contre la corruption, ainsi que l'allègement de certaines taxes injustes frappant surtout les plus pauvres introduites par les gouvernements austéritaires. Des mesures sociales seront également prises pour faire face à l'urgence humanitaire, bien que plus modestes que prévues initialement pour l'instant pour ne pas avoir un impact budgétaire trop important. Des mesures plus problématiques sont aussi prévues, comme la réduction du poids de la bureaucratie et accroissement de l'efficience de l'administration afin de faire des économies, ce qui peut signifier simplement lutter contre le copinage endémique régnant à l'époque ND-Pasok, mais pourrait aussi prendre un tournant par trop connu…Enfin, le plus contestable, le gouvernement grec s'est engagé à ne pas revenir sur les privatisations déjà en cours, et en étudier l'opportunité d'autres, ainsi que de ne prendre aucune mesure unilatérale. Les créanciers de la Grèce ont approuvé ce plan.

Le KKE a aussitôt déclaré que Syriza n'a fait que changer les mots, renommant par exemple « troïka » en « institutions », mais pour le reste a totalement capitulé devant l'UE et la troïka, ainsi qu'il l'avait prévu, et quant au fond s'est engagé à poursuivre les politiques d'austérité, gagnant seulement le droit pour la Grèce de choisir sa propre austérité par elle-même, ce qui est une bien amère consolation pour les classes populaires qui devront la subir. Déclaration pas très surprenante pourrait-on dire. Mais c'est un discours qu'ont repris pratiquement mot pour mot nombre de représentants de l'aile gauche de Syriza, le plus remarqué ayant été le célèbre résistant à l'occupant nazi et eurodéputé Manolis Glezos, qui a « demandé pardon au peuple grec d'avoir participé à cette illusion », déclaré que « entre l'oppresseur et l'oppressé, il ne peut être question de compromis, tout comme cela est impossible entre l'occupé et l'occupant. La seule solution c'est la liberté ». Il a aussi réclamé un débat interne au sein de Syriza sur les orientations du gouvernement. L'aile gauche de Syriza représente près du tiers des membres du parti. S'il perd son soutien, le gouvernement perd sa majorité parlementaire.

Ce n'est toutefois pas la seule lecture possible de cet accord. La position de la direction de Syriza et du gouvernement est bien entendu différente : il ne s'agit en rien, disent-ils, de capituler face à l'UE ni de renoncer en quoi que ce soit à appliquer le programme électoral de Syriza, simplement de gagner du temps pour éviter un effondrement du système bancaire grec, de se donner le temps pour négocier un véritable accord avec l'UE qui soit conforme au programme de Syriza, de se donner le temps de mettre en place une autre politique. Alexis Tsipras, premier ministre de Grèce, a déclaré à l'issue de la signature de l'accord avec l'Eurogroupe : « La déclaration commune de l'Eurogroupe d'hier, est essentiellement un accord-cadre qui crée un pont entre la période mémorandaire et notre propre plan de croissance. C'est un accord qui annule en fait les engagements du gouvernement précédent concernant la baisse des salaires et des pensions, les licenciements dans le public, l'augmentation de la TVA sur les produits alimentaires, les produits pharmaceutiques et les infrastructures touristiques. Il annule dans la pratique l'austérité et les mécanismes de son application, tels que les excédents primaires irréalistes et déflationnistes. Il crée le cadre institutionnel pour la mise en œuvre des réformes progressistes nécessaires concernant la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, la réforme de l'État, mais aussi la fin de la crise humanitaire, qui est notre devoir primordial. »

Rien n'est encore joué, l'issue de la lutte n'est pas décidée et dépendra des rapports de force internes à Syriza, des choix de ses dirigeants, mais aussi et surtout de la lutte du peuple grec lui-même. Toutefois, s'il est certes louable de gagner du temps et que les manœuvres tactiques sont nécessaires, tout dépend, dans quel but ? Arracher à l'UE un accord favorable au peuple grec ? L'UE n'a que trop montré que c'est hors de question. Transformer l'UE de l'intérieur pour en faire une Europe sociale ? Qui pourrait encore croire en la réalisabilité de cette perspective ? Aussi, dans l'aile gauche de Syriza, c'est les critiques de Stathis Kouvelakis, membre du Comité central et professeur de philosophie politique au King's College de Londres, plus constructives que d'autres, qui sont peut-être aussi les plus pertinentes. En résumé, c'est le refus de la rupture avec la construction européenne et ses règles qui a amené Syriza jusque là à modérer ses exigences puis à céder face à l'Eurogroupe. La poursuite de cette stratégie mènera inéluctablement à l'échec du gouvernement et la désintégration du parti. L'alternative reste la même qu'au départ : la capitulation ou la rupture, qui seule donnera la possibilité d'une politique véritablement radicale qui pourra réellement satisfaire les aspirations légitimes du peuple grec.

Alexander Eniline

Lettre ouverte à nos camarades qui se laissent convaincre par la propagande impérialiste au sujet de l'Ukraine

Très chers camarades,

Il nous semble que vous regardez énormément les poutres qui sont dans l'œil de la Russie sans voir les pilonnes dans les yeux occidentaux. Nous avons été très rapidement informés de la fermeture du Parti Communiste en Ukraine, pour ainsi dire averti en avance que l'Occident manigançait quelque chose en Ukraine.

Nous sommes dans une pseudo-révolution qui n'a rien révolutionné et des oligarques qui ont pris la place d'autres oligarques, un pro-russe pour un pro-occidental. On renverse un homme légitimement élu par un autre dans l'air du temps pro-occidental, pro-américain. C'était plus un coup d'Etat qu'une révolution.

Manifestation du KPU (Parti Communiste d'Ukraine), sous une statue de Lénine, symbole de ce passé socialiste que le gouvernement néo-nazi voudrait voir disparaître

Dès lors l'Est ukrainien russophone s'est senti trahi, lâché. Non seulement par des mesures iniques : augmentation des prix des matières premières, interdiction qui leur a été faite de parler Russe et pensions misérables réduites à portion congrue. La mise en place de nouveaux billets de banque relatant leur patriotisme douteux jouant avec la mémoire de l'Histoire et d'autres mesures vexatoires ont créé les conditions de la séparation.

Le pouvoir de Kiev s'est trouvé dans un discours aporétique*, agressant militairement les populations civiles arguant que l'Ukraine devait rester unie. Mais comment l'Ukraine peut-elle attaquer l'Ukraine si elle est unie ? Comment des frères ukrainiens assassinent des Ukrainiens en leur disant « restons unis » ? Alors même que les populations ont besoin des objets les plus élémentaires pour survivre, Kiev, sous l'impulsion des Occidentaux, augmente ses budgets militaires.

Dès lors quelle est la surprise feinte, l'étonnement devant l'intervention russe : faudrait-il vraiment que la Russie n'intervienne pas, que Kiev assassine le Donbass pour dire « c'était un beau spectacle, quelle belle mort ». (!?) Et les Russes, quel stoïcisme, quelle abnégation, que cynisme, ils ne protègent même pas leurs frères du Donbass !

Par les temps qui courent le canon gronde de toutes parts ! Il semble que l'on ait oublié nos frères et notre cri de lutte : « Travailleurs de tous les pays unissez-vous ! »

* Aporétique : qui se heurte à une contradiction. Difficultés d'ordre rationnel paraissant sans issue. 2ème sens : voir sceptique en Philosophie : Ecole du fondateur Pyrrhon et disciples.

Coordination du Parti communiste Genevois

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois
Paraît 10 fois par an
Rédaction, administration
25 Rue du Vieux-Billard
Case Postale 16
1211 Genève 8
pdt-ge@bluewin.ch
www.pdt-de.org
022 321 79 58
ccp : 12-8747-5
mention : encre rouge
Editeur responsable :
Alexander Eniline
Maquette :
Alexander Eniline
Responsable expédition :
Sébastien Ecuyer
Ont collaboré à ce numéro :
Alexander Eniline, Annick Ecuyer, Hélène Ecuyer, Sébastien Ecuyer, Xavier Lany, Coordination du PCG, Gianthierry Sparacino
Délai de remise des textes :
15 mars 2015
Tarif abonnements :
1 an : 20,-
Soutien : 40,-
Donateur : 60 :-

Concernant les positions tenues pars certains à gauche au sujet de la Syrie

Très chers Camarades,

Il y a entre nous infiniment trop de distance pour que nous puissions faire semblant de nous entendre. Aussi nous ne saurions vous suivre dans vos positions.

S'il est vrai que la dictature de Bachar El-Assad n'était pas acceptable, elle demeurait nonobstant supportable vu la situation dans le Moyen-Orient. L'Etat syrien était laïc et cela demeurait une position courageuse et solitaire.

Malheureusement, il ne suffit pas de crier « Révolution » pour que la révolution advienne. Dans aucun pays où l'on a crié trop vite « Révolution », « Printemps arabe », il n'y a eu de modification véritable. Que ce soit en Egypte, en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Arabie Saoudite, aux Emirats, au Koweït, au Qatar les positions semblent inamovibles. Quant à la Lybie, on se demande où sont les bénéfices du changement.

Ici, on a bel et bien l'impression que l'on voudrait qu'Assad soit ce que l'on n'exige pas d'autres. On voudrait sous des prétextes politico-politiciens noyer le poisson et faire oublier que l'Occident a des vues irrédentistes sur le gaz et le pétrole du Moyen-Orient. Les Etats-Unis voudraient s'assurer le monopole de la fourniture de carburants à l'Europe et ne pas laisser la Russie s'en occuper.

Pour ainsi dire, il se joue au Moyen-Orient l'avenir de l'Europe entre les Etats-Unis et la Russie. Ainsi les conditions pour qu'un socialisme advienne en Syrie ne sont pas remplies. Reste un pouvoir d'absolutise théologique auquel nous ne souscrivons pas. De même que la mise en place d'un

"Mort à l'imperialisme mondial" affiche de Dimitri Moor, 1919

homme providentiel aux mains des Etats-Unis, auquel nous ne souscrivons pas non plus. Nous sommes adeptes d'un monde multipolaire !

Bref, dès lors, cet appel au combat, cette guerre inique, voulue par des occidentaux sous couvert de révolution, prise en main par des djihadistes, nous semble purement et proprement monstrueuse. On déclenche des avalanches : pour les maîtriser que pour qu'elles n'adviennent pas.

Envoyer au front, au massacre, des jeunes gens désœuvrés d'Europe est inadmissible. Ceux qui ont vu ces corps mutilés, desséchés, ravagés, suppliciés, et ce pour des raisons inutiles, ne peuvent être que révoltés.

Rester bien au chaud, tranquilles dans ses bureaux, pendant que d'autres sont envoyés au casse-pipe, n'est pas très socialiste. Il nous semble même revivre les positions de classe excluant les exclus. Nous en aurons fini lorsque l'on rappelle cette phrase de Marx : « Travailleurs du monde entier unissez-vous ! »

Gianthierry Sparacino